RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'intérieur et des
outre-mer

Décret

relatif aux conditions d'inscription dans les budgets locaux du produit de la redevance due pour l'occupation ou l'utilisation du domaine public ayant pour objet le financement de prises de participations dans les sociétés productrices d'énergies renouvelables

NOR : IOMB2332855D

***Publics concernés :** les collectivités territoriales et leurs groupements*

***Objet :** conditions de mise en œuvre des dispositions de l'article 96 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables, codifiées à l'article L. 2125-4 du code général de la propriété des personnes publiques.*

***Entrée en vigueur :** le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.*

***Notice :** le présent décret, pris en application de l'article 96 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables précise les conditions d'inscription dans les budgets des collectivités territoriales et leurs groupements des redevances perçues pour l'occupation ou l'utilisation de leur domaine public et consacrées au développement des énergies renouvelables.*

***Références :** le décret peut être consulté sur le site Légifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr>).*

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et des outre-mer,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment son article L.2125-4 ;

Vu l'avis du Conseil national d'évaluation des normes en date du 7 mars 2024 ;

Vu l'avis du comité des finances locales en date du _____ ;

Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décète :

Article 1^{er}

Après l'article R.2125-6 du code général de la propriété des personnes publiques, il est inséré un article R.2125-6-1 ainsi rédigé :

« *Art. R. 2125-6-1.* - Pour les collectivités territoriales et leurs groupements, le produit de la redevance perçue en application du sixième alinéa de l'article L. 2125-4 est enregistré en section d'investissement sous réserve d'enregistrer au cours du même exercice en section d'investissement, et pour un montant équivalent, une prise de participation au capital du titulaire du droit d'occupation ou d'utilisation de leur domaine public conformément au dernier alinéa du même article. Cette recette d'investissement est reprise en section de fonctionnement par annuités égales sur la durée de l'autorisation ou de la concession. »

Article 2

Le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, le ministre de l'intérieur et des outre-mer, le ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé des comptes publics et la ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer et du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, chargée des collectivités territoriales et de la ruralité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le

Gabriel Attal

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'économie,
des finances et de la souveraineté
industrielle et numérique,
Bruno Le Maire

Le ministre de l'intérieur
et des outre-mer
Gérald Darmanin

Le ministre en charge de la transition
écologique et de la cohésion des territoire
Christophe Béchu